

Manifestation du 8 juin 2024

**Ensemble pour Gaza et la Palestine!
EXIGEONS DES SANCTIONS CONTRE ISRAËL!**

Raymond Legault

Coalition du Québec URGENCE Palestine

Depuis octobre 2023, l'assaut génocidaire d'Israël a réduit en ruines la bande de Gaza et plongé toute la population dans des conditions d'errance, de famine, d'insalubrité, d'épuisement, de traumatismes et de deuils.

Et le Canada n'a RIEN FAIT contre tous ces crimes. Au contraire. Il les a longtemps cautionnés en invoquant le « droit d'Israël de se défendre », un droit qui n'existe pas pour une puissance occupante. Il a fait des exportations militaires record vers Israël. Puis, pour ne pas perdre la face, il a exprimé des « préoccupations » pour la situation humanitaire et demandé un cessez-le-feu. Mais il n'a toujours RIEN FAIT. Pendant près de trois mois, le Canada a répété qu'un assaut contre Rafah serait « inacceptable », mais il n'a RIEN FAIT pour l'empêcher. Et quand l'offensive a été lancée, Justin Trudeau et Mélanie Joly se sont dit « horrifiés », mais le Canada n'a toujours rien FAIT.

Le contraste avec la posture du Canada dans la guerre en Ukraine est flagrant. Invoquant que la Russie violait « l'ordre international basé sur des règles », le Canada a AGI IMMÉDIATEMENT.

Le jour même de l'invasion, le 24 février 2022, il a commencé à imposer des sanctions contre des proches collaborateurs du président Poutine, puis contre des « entités » financières de défense et d'énergie, et contre des banques. Un mois plus tard, il a interdit l'exportation des « biens et technologies qui pourraient profiter à l'armée russe », puis l'exportation des « biens qui pourraient être utilisés dans la production et la fabrication d'armes », puis l'exportation des services essentiels au fonctionnement des industries pétrolière, gazière et chimique de la Russie, puis l'exportation des biens et technologies de pointe.

Une semaine seulement après le début de la guerre, le Canada et 38 autres États ont demandé au Procureur de la Cour Pénale Internationale d'enquêter sur

d'éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui seraient en train d'être commis en Ukraine.

Et deux mois seulement après le début de la guerre, le Parlement canadien a adopté une motion condamnant « des actes de génocide contre le peuple ukrainien »!

Nous déplorons toutes les victimes engendrées par la guerre en Ukraine et nous condamnons les crimes qui y sont commis. Mais l'enfer créé à Gaza et les crimes commis par Israël sont bien pires. Pour l'essentiel, la guerre en Ukraine est une guerre conventionnelle entre armées, alors que, pour l'essentiel, l'assaut génocidaire d'Israël contre Gaza est une guerre contre des civils.

À Gaza, près de 5 000 civils ont été tués chaque mois, contre 400 en Ukraine. À Gaza près de 2 000 enfants ont été tués chaque mois, contre 23 en Ukraine. C'est 12 fois plus de victimes civiles et 84 fois plus d'enfants tués.

À Gaza, selon les grandes organisations internationales humanitaires et de droits humains, l'échelle des violations du droit et des souffrances infligées aux humains est sans précédent. L'ampleur de la destruction généralisée des infrastructures est sans précédent. La rapidité avec laquelle toute une population a été plongée dans une situation de famine est sans précédent.

Et le Canada n'a RIEN FAIT de ce qu'il a fait dans le cas de l'Ukraine. Que devrait-on en comprendre? Simplement, que face aux violations commises par des rivaux stratégiques du bloc occidental, le Canada dénonce et sanctionne tous azimuts. Alors que face aux violations d'un allié, coupable de pire, on regarde ailleurs, on prononce des paroles creuses et on ne FAIT RIEN.

Mais pour nous toutes et tous qui sommes ici aujourd'hui, « Toutes les vies humaines sont sacrées. Toutes les violations des droits humains doivent être dénoncées, et les responsables répondre de leurs actes. L'inaction du Canada est odieuse et contraire à ses obligations internationales. Nous exigeons des sanctions sévères envers Israël, à commencer par un embargo sur tout matériel militaire. Les relations bilatérales avec Israël, dont l'accord de libre-échange, doivent aussi être remises en question. Et mettre en place un bureau du Québec à Tel-Aviv dans la période actuelle est une honte! »

Ce que nous demandons représente un changement fondamental de la politique canadienne et québécoise face à Israël. Seule une mobilisation soutenue et de grande ampleur, qui est encore à construire, pourra nous permettre d'y arriver.

Et c'est en cela que les campements étudiants à McGill, à l'UQAM, à l'Université de Sherbrooke et ailleurs au Canada, aux États-Unis, en Europe, sont exemplaires. Avec courage et détermination, les étudiant.e.s se sont levés pour que les lieux où ils étudient ne soient pas – par leurs investissements et leurs partenariats – des complices du génocide, de l'occupation, de la colonisation. Individuellement et au sein de nos organisations, il faut nous mobiliser, toutes et tous, pour que les produits que nous achetons, les institutions bancaires avec lesquelles nous transigeons, les investissements de nos fonds de pension, ne servent pas l'occupation, la colonisation, le génocide.

Ensemble pour Gaza et la Palestine! Sanctionnons Israël !